

LE MONDE *diplomatique*

> **Avril 2022**, pages 1 et 21, en kiosques

DOSSIER : UKRAINE, L'ENGRENAGE

Une élection percutée

PAR SERGE HALIMI

ALORS même que nombre de bouleversements sont intervenus depuis cinq ans et que la politique du président Emmanuel Macron ne peut se prévaloir d'aucun succès réel, sa reconduction à l'Élysée paraît le scénario le plus probable : l'extrême droite est puissante mais divisée entre deux candidats peu susceptibles de triompher du président sortant ; une bonne part de l'électorat bourgeois et conservateur de la droite est aspirée par M. Macron, à qui se sont déjà ralliés nombre de ses caciques ; enfin, la gauche est trop faible pour s'imposer (1), d'autant que depuis cinq ans les partis qui la composaient vaille que vaille ont conforté des analyses de plus en plus éloignées sur des questions aussi capitales que l'âge du départ à la retraite, la planification économique, la place du nucléaire dans le mix énergétique, les institutions de la Ve République, le fédéralisme européen, l'alliance avec les États-Unis, la guerre en Ukraine... De telles fractures ne sont pas susceptibles de se résorber, même si, le 10 avril prochain, M. Jean-Luc Mélenchon accédait au second tour du scrutin présidentiel, une performance à laquelle aucun autre candidat de cette (ex-)famille politique ne peut prétendre. En tout état de cause, la poursuite de la guerre en Ukraine favorise M. Macron en mobilisant l'attention des Français sur les efforts diplomatiques de leur président (*lire « Les paris diplomatiques perdus du président Macron »*) plutôt que sur le bilan désolant de son quinquennat.

Ouvert par une suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), une baisse de celui sur les bénéficiaires des entreprises et une « réforme » du code du travail favorable au patronat, ponctué par la révolte des « gilets jaunes », qui fut réprimée avec une violence extrême, le mandat de M. Macron s'est conclu avec la présentation de son programme en cas de réélection. Les deux mesures-clés — le report de l'âge du départ à la retraite de 62 à 65 ans et l'obligation faite aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) de travailler plus de quinze heures par semaine — signalent un nouveau coup de barre à droite. La première, qui ne répond à aucune urgence financière, va au-delà de ce que réclamaient les employeurs l'année dernière (la retraite à 64 ans). La seconde, présentée par le pouvoir comme « une mesure de justice », leur procurera une main-d'œuvre bon marché ou gratuite, ce qui leur permettra de ne pas augmenter les salaires là où les offres d'emploi peinent à trouver des demandeurs. Et, puisque le retour de

l'inflation ne va pas s'accompagner d'une politique de soutien aux salaires, la majorité de la population subira une baisse de son pouvoir d'achat car, si elle se prolonge, la stratégie du « quoi qu'il en coûte » se souciera surtout de préserver les marges des entreprises menacées par une baisse de la demande. Celles du CAC 40 ont dégagé un profit historique de 160 milliards d'euros en 2021. Le contrôle des prix que M. Macron refuse les empêcherait de faire supporter par leurs clients le renchérissement de leurs coûts de transport et du prix des matières premières. Les dividendes de leurs actionnaires en souffriraient, mais cette tragédie n'est peut-être pas celle que l'État a pour obligation d'apaiser en priorité.

Un éventuel second mandat de M. Macron comporterait d'autant plus de risques pour les catégories populaires qu'il serait le dernier. Sans la corde de rappel d'une élection, adossé à une nouvelle majorité parlementaire à sa main, le projet libéral de M. Macron — qu'il a dû partiellement différer grâce au mouvement des « gilets jaunes » et à cause de la crise du Covid-19 — ne connaîtrait d'autres obstacles que les chocs brutaux qui s'amplifient.

À commencer par la guerre en Ukraine. Nul ne peut encore prendre la pleine mesure des catastrophes nées de l'agression russe. Pour le peuple ukrainien, victime d'une armée prétendant les libérer (3,5 millions d'habitants ont fui le pays et des milliers ont déjà péri). Pour la population russe, à la fois soumise à un régime de plus en plus féroce envers les opposants, à de lourdes pertes militaires sur le front ukrainien et à des sanctions occidentales que double une avalanche d'interdictions et de boycotts frappant indistinctement sportifs, artistes, clients de Mastercard, abonnés à Netflix et... restaurateurs russes à l'étranger. Si l'objectif recherché est de dissocier le « maître du Kremlin » de son peuple, la punition collective n'est pas le moyen d'y parvenir.

Les conséquences du désastre ukrainien ne s'arrêtent pas là. Le 14 mars dernier, s'appuyant sur le fait que le blé, dont les deux États actuellement belligérants sont de gros producteurs, fournit une part appréciable des calories consommées par la population de la planète, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), M. António Guterres, a alerté la communauté internationale sur un possible « ouragan de famines et un effondrement du système alimentaire mondial ». La situation est tout aussi sombre sur le front du climat, à la fois parce que la politique de réarmement général en cours va accroître la consommation d'énergie et de matériaux non renouvelables (à elle seule l'armée américaine produit autant de gaz à effet de serre que le Portugal ou la Suède) et parce que la coopération internationale requise par une réduction générale de la production de combustibles fossiles est moins vraisemblable en temps de guerre.

Réfugiés, famine, climat, sans même compter le risque d'une escalade vers un conflit nucléaire (*lire « La menace d'une guerre nucléaire en Europe »*), il y a là de quoi nourrir la mélancolie d'un monde qui n'en avait pas encore fini avec la pandémie et qui perçoit que, moins que jamais dans son histoire récente, l'humanité paraît avoir, « sur l'espoir, un chèque en blanc (2) ».

Revenir sur la genèse de la crise ukrainienne n'a pas seulement pour utilité d'aider à comprendre comment on en est arrivés là, mais aussi — et surtout — de réfléchir aux moyens d'en sortir. Chacun est toujours tenté de rechercher dans le cours des événements une

justification a posteriori de ses avertissements d'antan. Une certitude cependant : il y a six mois, il y a trois mois, nul n'imaginait que l'armée russe envahirait l'ensemble du territoire ukrainien. Pas même le président Volodymyr Zelensky.

Dans tout conflit où rôde la possibilité d'une escalade nucléaire, le pouvoir est concentré entre les mains d'un homme — car il s'agit rarement d'une femme. « *La dissuasion, c'est moi* », résumait François Mitterrand, « *c'est le chef de l'État qui décide* ». Revenant sur la crise des missiles de Cuba, Robert Kennedy, frère du président des États-Unis d'alors, résuma ce qui aurait pu advenir en octobre 1962 : « *Parmi les quatorze personnes impliquées [dans la décision américaine], toutes de grande valeur (...), il y en avait six dont n'importe laquelle, si elle avait été président des États-Unis, aurait à mon avis fait sauter la planète* (3). »

L'OTAN a-t-elle provoqué la Russie ou l'a-t-elle trop laissé faire ?

M. Vladimir Poutine ayant dirigé son pays depuis vingt-deux ans (il fut premier ministre de 2008 à 2012), il est naturel de chercher à comprendre ses motivations au moment où il a ordonné à ses troupes d'envahir l'Ukraine. C'est d'autant moins difficile qu'il s'est souvent exprimé sur le sujet. Deux récits s'opposent. Dans le premier, le président russe aurait réagi au mépris que l'Occident continue d'opposer à ses demandes de sécurité à un moment où l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), contrairement aux engagements pris, se rapproche de ses frontières. Dans le second, l'expansionnisme de M. Poutine est encouragé par l'absence de réactions à ses agressions successives et par la perspective que lui ouvre cette passivité de restaurer la sphère d'influence russe d'autrefois. Logique défensive dans un cas ; soit de revanche dans l'autre. Les deux approches ne sont pas rigoureusement incompatibles, mais tandis que la première, souvent exposée dans ces colonnes, peut se fonder sur une masse de documents historiques, la seconde, plus prisée par les néoconservateurs, recourt à des spéculations psychologiques relatives aux comportements des dictateurs. Et aux analogies habituelles — Hitler, Munich, Churchill — prisées par les histrions de la géopolitique comme Bernard-Henri Lévy. Ils en ont déjà usé pour défendre la guerre du Golfe (1991), celle du Kosovo (1999), celle d'Afghanistan (2001), celle de Libye (2011). Et pour pourfendre l'absence d'une réaction militaire aussi ferme en Géorgie, en Syrie, en Ukraine. Leur postulat est suffisamment simple pour que n'importe quel journaliste puisse le reprendre sans épuiser son talent : sitôt qu'un ennemi de l'Occident s'écarte du bon chemin, ne pas le « punir » sur-le-champ revient à l'encourager et à provoquer de sa part une agression plus grave. Il va de soi que cette doctrine judiciaire élémentaire du « qui vole un œuf vole un bœuf » ne s'applique jamais ni aux États-Unis, ni à l'Arabie saoudite, ni à Israël.

En Ukraine, donc, ce ne serait pas la présence croissante des États-Unis aux frontières de la Russie qui expliquerait, au moins en partie, l'agression perpétrée par ce pays, mais plutôt le fait que l'OTAN ait refusé à Kiev les moyens militaires de dissuader son puissant voisin. Suggérer le contraire, prétend le commentateur néoconservateur Bruno Tertrais, relèverait même d'un « *récit [occidental] empreint de culpabilité, à la limite de la "pensée décoloniale"* (4) ». À

Washington, les élus républicains biberonnés par le Pentagone accusent pour leur part l'administration de M. Joseph Biden et celle de M. Barack Obama — dont M. Biden fut le vice-président — d'avoir été « *trop timides, trop lentes, trop tardives* ». La liste de leurs défaillances présumées inclurait à la fois la fin hâtive de la guerre en Afghanistan (après vingt ans), le refus de s'engager davantage en Syrie, l'absence de fermeté occidentale lors de l'annexion de la Crimée par la Russie, un budget militaire insuffisant (768 milliards de dollars) et même... des réglementations écologiques qui auraient amoindri la domination pétrolière et gazière de leur pays : « *M. Poutine a dû être stupéfait que les États-Unis sacrifient un tel atout* », a décrypté M. Karl Rove, un architecte de la guerre d'Irak d'autant plus habilité à commenter les suivantes qu'il ne sera jamais inquiété, lui, pour les crimes qu'il a planifiés (5).

En tout cas, le tort de l'Occident ne serait pas d'avoir favorisé l'élargissement de l'OTAN, mais d'avoir laissé M. Poutine agir en Géorgie, puis en Syrie, puis en Crimée. Après cela, pourquoi aurait-il dû « *s'arrêter aux frontières de l'Ukraine?* », interroge M. Raphaël Glucksmann, eurodéputé élu grâce au soutien du Parti socialiste français. Et il nous prévient déjà : « *Avec des cartes des pays baltes à l'appui [sic], les experts du régime dissertent sur les plans de futures invasions* » (6). Tout cela, M. Glucksmann n'en sait rien, bien entendu, mais proclamer n'importe quoi avec assurance est un excellent moyen de faire parler de soi.

Le discours des faucons est par définition irréfutable : ils peuvent toujours prétendre que la défaite serait devenue victoire si on avait frappé plus tôt ou plus fort. Et quand leur équipée tourne à la déroute, ils épargnent ceux qui ont engagé l'aventure en reportant la faute sur les « *munichois* » qui ont capitulé avant la victoire. Opposez-leur que les Russes ne vont pas attaquer Berlin, Londres ou Paris, ils vous répondront : vous ne pensiez pas non plus qu'ils allaient bombarder Kiev. À moins de passer pour un propagandiste du Kremlin, il est par conséquent devenu impossible de leur suggérer que le comportement de Moscou ne se résume pas à celui d'un État prédateur qui attend la faiblesse de sa proie pour la dévorer.

Car cette tragédie aurait pu être évitée. La plupart des experts admettent que l'administration Bush a joué avec le feu en 2008 en laissant miroiter à Kiev son adhésion à l'Alliance atlantique tout en sachant qu'il serait impossible de préserver l'Ukraine en cas d'agression. Une attitude d'autant plus irresponsable que l'année précédente, en 2007 à Munich, M. Poutine s'était inquiété : « *L'OTAN rapproche ses forces avancées de nos frontières tandis que nous ne réagissons pas.* » Or les grandes puissances ont naturellement tendance à assimiler leur sécurité et la défense de leur zone d'influence, au besoin par la force. Le sénateur américain Bernie Sanders l'a rappelé le 10 février dernier : « *Même si la Russie n'était pas gouvernée par un dirigeant autoritaire et corrompu comme Vladimir Poutine, elle serait comme les États-Unis soucieuse de la politique de sécurité de ses voisins. Y a-t-il quelqu'un qui croit sérieusement que les États-Unis n'auraient rien à dire si le Mexique formait une alliance militaire avec un de nos adversaires?* » Cette question, nombre d'États et de peuples la posent aussi. Non pas qu'ils soient insensibles à la détresse des Ukrainiens, mais parce qu'ils jugent hypocrites des Occidentaux indignés aujourd'hui par des crimes qu'ils commettaient hier. Comme, par exemple, l'invasion américaine de l'Irak en 2003 à laquelle, rappelons-le, quinze des vingt-sept États de l'Union européenne ont contribué. L'Ukraine prit part elle aussi à cette agression, pariant que le

président Bush lui en serait plus tard reconnaissant.

La ferveur morale est une boussole très périlleuse. Les images ininterrompues d'exode et de destruction exacerbent un désir de vengeance, la tentation du maximalisme, l'exigence de nouvelles sanctions ou de nouvelles mesures militaires le lendemain du jour où les précédentes ont été annoncées. Mais Moscou ne saurait être traitée comme Bagdad, Belgrade, Gaza ou Tripoli. La Russie ne va pas gagner cette guerre, mais elle ne peut pas tout à fait la perdre. Le coup de dés meurtrier de M. Poutine a déjà produit l'inverse de l'effet escompté : une armée qui peine en Ukraine et qui multiplie les destructions, une OTAN qui resserre les rangs derrière son suzerain américain, des sanctions plus redoutables que prévu, un prestige diplomatique durablement terni. Au point que, reprenant le Mao Zedong de 1956 qui proclamait *« l'impérialisme américain est un tigre en papier »*, un missionnaire occidental pourrait appliquer ce diagnostic à la Russie et réclamer à présent l'hallali. Ce serait oublier ce que les dirigeants soviétiques opposaient alors à l'aventurisme stratégique du président chinois : le tigre de papier possède des dents atomiques. Autant donc ne jamais l'acculer à préférer l'escalade à la déroute. *« Tout en défendant leurs intérêts vitaux, expliquait John Kennedy dans un discours fameux de juin 1963, moins d'un an après la crise de Cuba, les puissances nucléaires doivent éviter les confrontations qui obligent un adversaire à choisir entre une défaite humiliante et une guerre nucléaire. »*

M. Vladimir Poutine vient d'exaucer tous les rêves des néoconservateurs

L'Ukraine ne récupérera ni la Crimée, ni le Donbass, elle n'adhérera pas non plus à l'OTAN. Et la Russie ne renoncera pas à ses conquêtes territoriales sans obtenir la levée au moins partielle des sanctions qui la frappent. De telles concessions peuvent paraître énormes, injustes pour les victimes ukrainiennes, mais elles ne feraient que revenir à la situation de fait qui précédait l'invasion russe, tout en offrant à M. Poutine une porte de sortie lui permettant de camoufler son revers stratégique. Le président Zelensky y paraît disposé moyennant des garanties de sécurité internationales et l'accord des populations concernées. En attendant, il encourage son peuple à la résistance.

« L'Europe ne peut pas être en sécurité et en paix si elle ne parle pas à la Russie, si elle ne construit pas avec la Russie, » a estimé le président Macron, parce que c'est notre histoire et notre géographie. » L'analyse est toute différente côté américain, où nul ne redoute d'avoir un grand pays humilié et vindicatif pour voisin. La crise actuelle constituerait même plutôt une bonne nouvelle pour Washington. M. Poutine, qu'on présentait comme un brillant stratège, vient en effet d'exaucer les rêves des néoconservateurs : un Vieux Continent soudé et aligné sur les États-Unis, qui consacre davantage d'argent à sa défense (pour acheter, bien sûr, des armes américaines) et qui se dégage de son lien de dépendance envers le gaz russe en se tournant vers le Texas et les Appalaches. Sans compter qu'il est toujours plus rassurant d'observer une guerre et de jouer les matamores quand on dispose de la plus puissante armée du monde et que le conflit se déroule, non pas à ses frontières, mais de l'autre côté de l'Atlantique.

Empiètement continu des libertés publiques en France depuis cinq ans

Il n'est pas étonnant qu'une crise internationale de cette gravité ait percuté l'élection présidentielle française. Lestés par des campagnes somnolentes et par des sondages qui leur promettent des scores faméliques, les socialistes et les écologistes ont cherché à s'emparer du sujet pour réduire l'écart très important qui les sépare de M. Mélenchon. Bien que le candidat de la France insoumise (LFI) ait aussitôt marqué son opposition à l'agression décidée par le président Poutine, jusqu'à dédier quelques semaines plus tard son grand meeting parisien du 20 mars «*à la résistance du peuple ukrainien contre l'invasion russe et aux Russes courageux qui luttent contre la guerre et contre la dictature*», ses prises de position hostiles à l'OTAN, parfaitement légitimes au demeurant (7), ont été assimilées à une volonté d'affaiblir les démocraties et de faire des Français, selon les mots de Mme Anne Hidalgo, les «*vassaux de la Chine et de la Russie*». La candidate socialiste n'a pas hésité non plus à qualifier M. Mélenchon d'«*agent*» qui aurait «*servi les intérêts de Poutine plutôt que ceux de la France, en essayant d'atténuer ce que le régime russe préparait contre l'Europe et nos modèles démocratiques*» (8). Très inspiré lui aussi, le candidat écologiste Yannick Jadot a prêté à celui de LFI l'idée que «*l'Ukraine devait disparaître au profit de la Russie*»... Comment imaginer dans quelques semaines ou dans quelques mois des actions conjointes et des accords de désistement entre ces formations, au nom de leur opposition commune aux derniers projets de démolition sociale du gouvernement, si la guerre en Ukraine continue de dominer l'agenda politique? Une convergence entre la droite et l'extrême droite pourrait se révéler en revanche plus facile dans la mesure où la première a largement repris les propositions sécuritaires et xénophobes de la seconde, pendant que celle-ci se rapprochait du programme économique libéral de la première.

Une telle perspective rend d'autant plus préoccupante la situation des libertés publiques. Pendant le quinquennat de M. Macron, la hantise de l'insécurité, du terrorisme, de la contamination virale et la crainte de la guerre ont favorisé une «*stratégie du choc*» antidémocratique et encouragé un président autoritaire à gouverner par la peur (9). La crise du Covid-19 a permis de banaliser des mesures de contrôle social au nom du combat contre la maladie au point que, en juillet dernier, la défenseuse des droits s'est inquiétée que «*des personnes privées [puissent être] chargées de contrôler la situation sanitaire des individus, donc leur identité. On aboutit finalement à un contrôle d'une partie de la population par une autre*». La mesure vient d'être levée, mais la placidité relative avec laquelle elle a été accueillie suggère que cette innovation a de beaux jours devant elle. Car, presque chaque fois qu'un empiètement des libertés publiques devient possible grâce à un nouveau dispositif technologique, il intervient et se pérennise. Décliner son état civil pour n'importe quoi, devoir communiquer sa date de naissance pour prendre un train, son numéro de carte bancaire pour voter dans une «*primaire citoyenne*», tout cela s'est généralisé pendant la présidence la plus «*illibérale*» de la Ve République. Et, jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine, le débat politique était dominé par les thèmes de l'immigration et de l'insécurité qu'amplifiaient des candidats qui n'étaient pas tous d'extrême droite.

Le déploiement de blindés de la gendarmerie nationale contre des protestataires pacifiques, la dissolution de collectifs de solidarité avec la Palestine, comme celui de Toulouse, aussitôt suivie par une procédure identique contre un groupe antifasciste de Lyon, la persécution policière et judiciaire des « gilets jaunes », une existence de plus en plus assujettie au régime de l'état d'urgence : les libertés doivent également être défendues en France. Une répétition du scénario d'il y a cinq ans — un second tour opposant M. Macron à Mme Marine Le Pen — indiquerait que les Français n'en prennent pas le chemin.

SERGE HALIMI

-
- (1) Lire notre dossier « [Pourquoi la gauche perd](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.
 - (2) *Faut vivre*, chanson de Marcel Mouloudji.
 - (3) Cité par Graham T. Allison, *Essence of Decision. Explaining the Cuban Missile Crisis*, Little Brown, Boston, 1971.
 - (4) Cité dans *Le Figaro*, 19 mars 2022.
 - (5) Karl Rove, « [Zelensky defines courage in our time \[https://www.wsj.com/articles/zelensky-defines-courage-in-our-time-ukraine-congress-speech-russia-putin-democracy-11647461885\]](https://www.wsj.com/articles/zelensky-defines-courage-in-our-time-ukraine-congress-speech-russia-putin-democracy-11647461885) », *The Wall Street Journal*, New York, 17 mars 2022.
 - (6) *Le Monde*, 16 mars 2022.
 - (7) Lire Régis Debray, « [La France doit quitter l'OTAN](#) » ; Gabriel Robin, « [Un donjon d'un autre âge](#) » ; et « [Jusqu'à quand l'OTAN ?](#) », *Le Monde diplomatique*, respectivement mars 2013, mars 2019 et novembre 2019.
 - (8) *L'Express*, Paris, 28 février 2022.
 - (9) Lire « [Feu sur les libertés](#) », *Manière de voir*, n° 182, avril-mai 2022, en kiosques.

Mot clés: [Politique](#) [Élections](#) [Démocratie](#) [Géopolitique](#) [Parti politique](#) [Russie](#) [France](#) [Ukraine](#)